

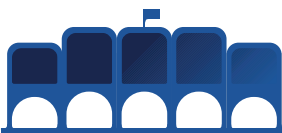
Le bilan des 12 premiers mois du processus DDR en RCA

Le HCR des Nations-Unies félicite le Président Touadéra de ses succès de stabilisation de la situation en Centrafrique

La 6ème réunion du Comité de suivi de l'Accord de paix s'est tenue à Bangui

La première réunion du Comité stratégique d'appui au processus électoral en RCA





Le bilan des 12 premiers mois du processus DDR en RCA

Le 17 décembre le programme du Désarmement-Démobilisation-Réintégration (DDR) fêtera son premier anniversaire. Cette politique visait de mettre fin aux conflits armés dans la République et de restaurer ainsi la paix et la sécurité. Selon les estimations du gouvernement centrafricain à l'époque, environ 6 000 militants étaient susceptibles de participer au programme DDR. Récemment, une session s'est tenue dans le cadre de suivi de l'avancement de la mise en œuvre de ce processus en RCA.

Maxime Mokom, ministre du Désarmement qui a participé à la réunion, a tenu à souligner l'importance de l'initiative de l'ensemble de la population centrafricaine à l'égard du programme et des démarches de sensibilisation des citoyens sur ce sujet. Le ministre a également déclaré que malgré les progrès considérables, les efforts quant à la réalisation du DDR doivent encore être intensifiés. Plusieurs milliers de membres des groupements militaro-politiques s'étaient inscrits pour le programme de désarme-

ment et ont déjà rendu leurs armes. Pourtant, les autorités centrafricaines appellent le reste des militants concernés par l'accord de suivre l'exemple positif de ses homologues, c'est-à-dire de procéder au désarmement et de rejoindre par la suite les Unités Spéciales Mixtes de Sécurité.



LA FEUILLE VOLANTE DU PRÉSIDENT

La semaine dernière, le Haut-commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés Filippo Grandi a effectué une visite de 3 jours en République centrafricaine. Lors de la visite, le HCR a accueilli 200 réfugiés nouvellement rapatriés depuis la République démocratique du Congo. Ce rapatriement des réfugiés centrafricains s'inscrit dans le cadre de l'accord entre les gouvernements de la RCA et la RDC avec le parrainage du Haut-commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés.

En RCA, Filippo Grandi a rencontré le Président centrafricain Faustin-Archange Touadéra. Au cours de l'entretien, le HCR a évoqué les efforts nécessaires pour créer les conditions propices au retour librement consenti de réfugiés centrafricains et de personnes contraintes de fuir dans leur propre pays. Il a également fait le point de saluer les efforts du Président Touadéra grâce auxquelles de nombreux citoyens centrafricains ont finalement pu rentrer dans leur pays d'origine.



Le HCR des Nations-Unies félicite le Président Touadéra de ses succès de stabilisation de la situation en Centrafrique

Cependant, beaucoup reste toujours à faire d'après M. Grandi : « En étroite collaboration avec le Gouvernement, les acteurs humanitaires et de développement doivent œuvrer à ce que les zones de retour deviennent plus stables, sûres

et autonomes, tant pour les personnes rapatriées que pour les communautés qui les accueillent. Cela signifie faciliter l'accès, dans ces zones, à l'éducation, à la santé et aux opportunités économiques ».

Mardi 3 décembre la 6^e réunion du Comité Exécutif de Suivi (CES) de l'accord politique pour la paix et la réconciliation du 6 février a eu lieu à Bangui. Elle a été présidée par le Premier ministre centrafricain Firmin Ngrebada conjointement avec le représentant de la commission de l'Union africaine Matias Bertino Matondo. Les participants ont procédé à la lecture du compte rendu de la dernière session et l'analyse de l'état de la mise en œuvre des recommandations du Comité. Le Premier ministre a déclaré qu'il fallait « analyser l'état de la mise en œuvre des recommandations du CES, analyser le régime de sanctions prévu par l'article 35 de cet accord et évaluer les organes du mécanisme de la mise en œuvre et suivi de l'accord politique pour la paix et la réconciliation en Centrafrique »

Pour Matias Matondo, l'essentiel semble d'observer la mise en place des sanctions,



La 6^e réunion du Comité de suivi de l'Accord de paix s'est tenue à Bangui

ce qui nécessite la vigilance de tous les signataires de l'accord. Il s'est dit également préoccupé par la reprise récente des violences dans certains régions du pays.

Il convient toutefois de noter que la réu-

nion s'est terminée sur une note positive et a été très participative grâce à la présence de plusieurs partenaires internationaux.



La première réunion du Comité stratégique d'appui au processus électoral en RCA

Le premier ministre, chef du gouvernement Firmin Ngrébada a présidé vendredi 6 décembre 2019 à Bangui les travaux de la toute première réunion du Comité stratégique d'appui au processus électoral en présence de plusieurs présidents d'institutions, y compris le président de l'autorité Nationale des élections (ANE) Marie-Madeleine N'Kouet Hoornaert, certains membres du gouvernement et des partenaires internationaux.

Le chef du gouvernement a indiqué que

le Comité stratégique d'appui au processus électoral était un mécanisme qui permettait au gouvernement et aux partenaires de la RCA d'examiner tous les problèmes qui pourraient se poser pendant le processus électoral et, dans un esprit de solidarité, de voir comment y trouver des solutions.

Il a répété que c'était un outil au service de l'ANE. En outre, la participation des membres de la communauté internationale aux travaux du Comité représente

une garantie supplémentaire de transparence nécessaire à l'utilisation des ressources mobilisées pour les élections.

Le Premier ministre Firmin Ngrébada a assuré que ce Comité stratégique n'avait pas pour but de remplacer l'ANE qui demeure l'institution chargée de préparer, organiser et superviser les élections générales et les référendums.

Plus d'informations sur le site officiel du Président — renaissance.cf
Distribution gratuite